

Conférence interparlementaire PESC/PSDC, 4-6 septembre 2019, Helsinki

Document d'information : Session V

## Changement climatique et sécurité

En 2018, après un été marqué par les épisodes de canicule dans l'hémisphère Nord, le GIEC a publié son rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce rapport a fait l'objet d'une couverture médiatique mondiale. Le message qu'il véhicule est clair : si le réchauffement est supérieur à 1,5 °C, ses conséquences vont rapidement s'accroître et devenir de plus en plus destructrices.

En réponse à ces conclusions, de nombreux dirigeants ont appelé à l'adoption de politiques climatiques plus ambitieuses et à une mise en pratique rapide de l'Accord de Paris. António Guterres, secrétaire général des Nations unies (ONU), a ainsi déclaré « le rapport, rédigé par les plus grands climatologues du monde, est une sonnette d'alarme assourdissante pour le monde », alors que les commissaires européens pour l'action pour le climat et l'énergie ont précisé, dans une déclaration commune, que « notre mission première devrait être la sauvegarde de la Terre ». La discussion concernant les conséquences du changement climatique et les questions de sécurité est également de plus en plus animée. En Finlande, le président Sauli Niinistö a par exemple récemment qualifié le changement climatique de « question fondamentale de paix et de sécurité ».

Une bourse pour étudier la relation entre le changement climatique et la sécurité est généralement axée sur l'étude des relations de causalité entre les conflits induits par le climat et les questions d'approvisionnement en eau et en nourriture. Les conséquences du changement climatique sur les infrastructures critiques et la sécurité nationale figurent également au rang des thèmes majeurs évoqués. L'analyse et la prévision des changements sociétaux et internationaux majeurs sont bien plus complexes que la simple analyse des changements physiques de l'atmosphère. Toutefois, une discipline qui traite du changement climatique et de la sécurité dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire est actuellement en plein essor.

La sécurité climatique, en cela qu'elle est un enjeu foncièrement transfrontalier, figure également à l'ordre du jour de la gouvernance mondiale. Le Conseil de sécurité des Nations unies a tenu des discussions à la fois formelles et informelles sur ce thème en mettant en avant le rôle du changement climatique et des ressources naturelles dans différents conflits. Cette confirmation est considérée comme un signal fort de la reconnaissance par la sphère politique de l'existence d'un lien entre le changement climatique et les questions de sécurité. D'autres

agences des Nations unies ont ainsi commencé à intégrer la question de la sécurité environnementale à leur travail sur le terrain. L'approche de sécurité humaine adoptée par le Programme des Nations unies pour le développement possède quant à elle une composante environnementale qui constate la dimension sécuritaire et ses interconnexions avec d'autres aspects du développement durable. Parallèlement, le Programme des Nations unies pour le développement a créé une unité dédiée aux conflits et aux catastrophes naturelles et permis la mise en place de différentes pratiques concrètes telles que les évaluations environnementales post-conflit et les systèmes d'alerte précoce.

L'UE a été l'un des précurseurs en matière de reconnaissance des implications du changement climatique en termes de sécurité puisque la stratégie européenne de sécurité de 2003 mentionnait déjà le changement climatique. Un rapport publié en 2008 par le haut représentant et la Commission européenne identifiait explicitement le changement climatique comme un « multiplicateur de menace » pour la sécurité et la stabilité à travers le monde. La stratégie globale de 2016 fait fréquemment référence au changement climatique et souligne qu'il « exacerbe les conflits potentiels » causés par la désertification et la dégradation des sols, ainsi que son impact sur l'eau et la sécurité alimentaire.

L'Europe se retrouve actuellement les manches et commence à élaborer de véritables politiques de terrain. Comme l'évoque la stratégie globale, l'UE devrait aider ses pays partenaires en termes d'action pour le climat, par exemple grâce au développement des énergies renouvelables et aux transferts de technologies mais aussi grâce à l'adaptation et à l'atténuation des changements climatiques. Les dernières conclusions du Conseil sur la diplomatie climatique de 2018 indiquent que l'UE est maintenant convaincue de la nécessité de s'attaquer et d'atténuer les risques de sécurité posés par le changement climatique.

Points de discussion :

- De quelle manière la politique étrangère de l'UE, la diplomatie et la sensibilisation peuvent-elles répondre aux risques de sécurité posés par le changement climatique ?
- Quel type de réponse multilatérale aux incidences du changement climatique en matière de sécurité est possible et souhaitable ? De quelle manière les actuels défis pour le multiculturalisme peuvent-ils être relevés dans leur globalité ?